

DÉCLARATION DES DIRIGEANTS DU G7 SUR LA LUTTE CONTRE LE TRAFIC DE MIGRANTS

17 juin 2025

Nous, dirigeants du G7, réaffirmons notre engagement à prévenir et à combattre le trafic de migrants par l'intermédiaire de la Coalition du G7 pour prévenir et combattre le trafic de migrants et du Plan d'action de 2024 du G7 pour prévenir et combattre le trafic de migrants. Nous sommes déterminés à améliorer la gestion frontalière et l'application de la loi aux frontières et à démanteler les groupes criminels organisés transnationaux qui tirent profit du trafic de migrants et de la traite des personnes.

Le trafic de migrants est souvent lié à d'autres infractions criminelles graves, notamment le blanchiment d'argent, la corruption ainsi que la traite des personnes et le trafic de stupéfiants, qui menacent la sécurité de nos communautés. Il peut exposer les personnes vulnérables à des risques graves, voire mortels, tels que la violence physique, la violence sexuelle et fondée sur le sexe, l'extorsion, l'exploitation par le travail, le travail forcé et la criminalité.

Par l'intermédiaire de la Coalition du G7, nous avons réalisé des progrès concrets dans le renforcement des capacités opérationnelles et d'enquête de nos organismes d'application de la loi, afin de les aider à lutter contre le trafic de migrants, ainsi que dans l'amélioration de la coopération entre les services de police, les services judiciaires, les services de poursuites et les services frontaliers à l'échelon international.

Nous chargeons nos ministres de l'Intérieur et de la Sécurité de redoubler d'efforts dans les domaines suivants du Plan d'action du G7 pour l'année en cours :

- **adopter une approche consistant à « suivre la piste de l'argent »**, en explorant des solutions novatrices qui s'appuient sur le renseignement financier et l'échange d'informations pour identifier des acteurs criminels, et recourir à des mesures administratives ou judiciaires pour exiger des comptes de ces acteurs criminels, saisir leurs actifs et les dépouiller de leurs profits;
- **renforcer les efforts de prévention avec les pays d'origine et de transit** en renforçant les capacités de gestion frontalière et en sensibilisant les gens aux risques;
- **collaborer avec des entreprises de médias sociaux** pour convenir de principes volontaires visant à empêcher les groupes criminels organisés d'exploiter les plateformes en ligne pour faire de la publicité et pour coordonner et faciliter des opérations de trafic de migrants;
- **coopérer avec des opérateurs de transport** pour empêcher la facilitation de migrations irrégulières, y compris l'arsenalisation des migrants en vue de compromettre la stabilité ou comme tactique de guerre hybride.

Dans le respect de nos systèmes juridiques, nous étudierons la possibilité d'imposer des sanctions aux criminels impliqués dans des opérations de trafic de migrants et de traite des personnes depuis les pays d'où émanent ces activités.

Nous continuerons de tirer parti des synergies qui existent avec d'autres initiatives mondiales et régionales visant à favoriser la coopération internationale.

Nous soutenons la mise en œuvre de politiques de migration légale par les membres qui jugent ces politiques conformes à leurs intérêts nationaux. Alors que nous travaillons à prévenir le trafic de migrants et la traite des personnes, nous restons déterminés à lutter contre l'abus et l'exploitation des migrants sous toutes leurs formes et à assurer la protection des plus vulnérables, y compris les réfugiés et les personnes déplacées de force. Ainsi, nous respecterons nos engagements internationaux respectifs en matière de droits de la personne.